

3° een secretaris en een adjunct-secretaris gekozen onder de leden van de Algemene Directie van het secundair onderwijs van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

§ 2. De voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris, de adjunct-secretaris en de leden worden jaarlijks benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort ».

Art. 5. Artikel 18bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit d.d. 13 september 1982, wordt opgeheven.

Art. 6. De bepalingen van dit besluit hebben uitwerking op 1 januari 1993 voor de kandidaten die voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap examens afleggen ter verkrijging van het brevet van verpleger of verpleegster.

Ze hebben uitwerking op 1 september 1993 voor de inrichtingen die aanvullend secundair beroepsonderwijs met volledig leerplan verstrekken.

Art. 7. De Minister, bevoegd voor het secundair onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 februari 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mevr. M. DE GALAN

F. 93 — 1187

1er FEVRIER 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers et fixation des conditions de collation de ce brevet

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 30 avril 1957 portant coordination des lois du 29 juillet 1953 et du 27 juillet 1955 sur l'enseignement technique tel qu'il a été modifié;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement telle qu'elle a été modifiée;

Vu l'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers et fixation des conditions de collation de ce brevet tel qu'il a été modifié et complété par les arrêtés royaux des 25 juillet 1959, 9 juillet 1960, 12 mars 1963, 21 décembre 1965, 3 avril 1979, 17 mai 1979, 16 mai 1980 et 13 septembre 1982;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre sans délai les mesures destinées à permettre, à partir de 1993, la poursuite du fonctionnement du Jury de la Communauté française organisant les épreuves qui conduisent à la délivrance du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers et considérant la nécessité de prendre sans délai les mesures destinées à permettre la signature des brevets d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers par le représentant du Ministre communautaire ayant la Santé dans ses attributions;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales, du Ministre de l'Education et du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 1er février 1993,

Arrête :

Article 1er. Le 2e alinéa de l'article 2 de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers et fixation des conditions de collation de ce brevet est remplacé par la disposition suivante :

« Obtiennent également le brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers les candidats qui ont réussi les deux premières épreuves pour l'obtention du diplôme d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière et qui ont accompli avec fruit, un stage d'au moins 1 400 périodes. »

Art. 2. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

Article 3. § 1er. Pour être admis à la première année d'études, le candidat doit produire :

1° un certificat d'aptitude physique délivré soit par le médecin de l'établissement d'enseignement fréquenté, soit par un médecin du Service de Santé administratif;

2° un certificat de bonne vie et moeurs délivré depuis moins de 3 mois;

3° un des titres suivants :

a) certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur;

b) certificat d'études de 6ème année d'enseignement secondaire professionnel;

c) brevet de puéricultrice;

d) diplôme d'aspirant(e) en nursing;

e) titre reconnu équivalent à l'un des titres visés aux points a, b, c ou d conformément à la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers;

f) certificat attestant qu'il a subi avec succès l'épreuve préparatoire prévue au chapitre 2 du présent arrêté;

g) certificat attestant qu'il a subi avec succès l'épreuve préparatoire prévue au chapitre 2 de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière.

§ 2. Pour l'admission aux examens de fin de première année organisés par le Jury de la Communauté française créé par l'article 19 du présent arrêté, les titres d'études cités au paragraphe 1er, 3e doivent être obtenus depuis un an au moins.

§ 3. Pour être admis aux examens de fin de première année, le candidat doit produire un carnet de stages prouvant qu'il a effectué avec fruit 650 périodes de stages au moins sans que le volume presté puisse dépasser la moitié du nombre total de périodes prévu pour les deux années ».

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. Pour être admis aux examens de fin de deuxième année, le candidat doit produire un carnet de stages prouvant qu'il a effectué avec fruit, 1 600 périodes de stages au moins pour l'ensemble des deux années. »

Art. 4. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. Les brevets, avant d'être remis aux candidats, sont visés par les Ministres ayant l'Enseignement secondaire et la Santé dans leurs attributions puis immatriculés dans le respect des règles fixées par le Ministre national qui a la Santé dans ses attributions ».

Art. 5. L'article 22 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 22. § 1er. Le Jury se compose :

1° d'un président et d'un vice-président choisis parmi les fonctionnaires des services de l'Exécutif chargés de l'inspection des établissements d'enseignement professionnel secondaire complémentaire de nursing;

2° de membres choisis parmi les professeurs, en activité de service ou retraités depuis moins de cinq ans, des établissements d'enseignement professionnel secondaire complémentaire de nursing organisé ou subventionné par la Communauté française.

S'il s'avère manifestement impossible de composer l'entièreté du Jury en faisant appel aux professeurs visés ci-dessus, il sera possible de recourir soit à des professeurs de l'enseignement supérieur paramédical de type court organisé ou subventionné par la Communauté française, soit à des professeurs ayant le titre d'infirmier gradué ou d'infirmière graduée et exerçant leurs fonctions dans des options du groupe « services sociaux et familiaux » de l'enseignement secondaire supérieur technique ou professionnel organisé ou subventionné par la Communauté française;

3° d'un secrétaire et d'un secrétaire-adjoint choisis parmi les membres de la Direction générale de l'enseignement secondaire du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

§ 2. Le président, le vice-président, le secrétaire, le secrétaire-adjoint et les membres sont nommés annuellement par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions ».

Art. 6. L'article 22bis du même arrêté, introduit par l'arrêté royal du 3 avril 1979, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 22bis. § 1er. Lors des examens auxquels procède le Jury de la Communauté française créé par l'article 19 du présent arrêté, la partie écrite et la partie pratique de l'épreuve précèdent la partie orale.

§ 2. Seuls sont admis à la partie pratique, les récipiendaires qui, ayant obtenu 50 % des points au moins à la partie écrite, satisfont en outre à la condition fixée à l'article 3, paragraphe 3, ou à l'article 4 du présent arrêté.

§ 3. Seuls les récipiendaires ayant obtenu au moins 60 % de l'ensemble des points attribués à l'épreuve écrite, aux stages et à l'épreuve pratique sont admis à l'épreuve orale. »

Art. 7. L'article 22bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 13 septembre 1982, est abrogé.

Art. 8. Les dispositions du présent arrêté produisent leurs effets le 1er janvier 1993 pour les candidats présentant devant le Jury de la Communauté française les épreuves conduisant à l'obtention du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers.

Les dispositions du présent arrêté produisent leurs effets le 1er septembre 1993 pour les établissements organisant l'enseignement professionnel secondaire complémentaire de plein exercice.

Art. 9. Le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1er février 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Mme M. DE GALAN

VERTALING

N. 93 — 1187

1 FEBRUARI 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit d.d. 17 augustus 1957 houdende instelling van het brevet van verpleegassistent of van verpleegassistentente en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 30 april 1957 houdende coördinatie van de wetten d.d. 29 juli 1953 en d.d. 27 juli 1955 op het technisch onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 17 augustus 1957 houdende instelling van het brevet van verpleegassistent en verpleegassistentente en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend, zoals gewijzigd en aangevuld door de koninklijke besluiten d.d. 25 juli 1959, 9 juli 1960, 12 maart 1963, 21 december 1965, 3 april 1979, 17 mei 1979, 16 mei 1980 en 13 september 1982;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten dd. 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat het noodzakelijk is de maatregelen onverwijld te treffen die vanaf 1993 de voortzetting mogelijk maken van de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor examens ter verkrijging van het brevet van verpleegassistent of verpleegassistente en om de ondertekening van de brevetten van verpleegassistent of verpleegassistente door de vertegenwoordiger van de Gemeenschapsminister tot wiens bevoegdheid Gezondheid behoort mogelijk te maken;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen, van de Minister van Onderwijs en van de Minister van Sociale Zaken en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993,

Besluit :

Artikel 1. Het 2e lid van artikel 2 van het koninklijk besluit d.d. 17 augustus 1957 houdende instelling van het brevet van verpleegassistent of verpleegassistente en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Het brevet van verpleegassistent of verpleegassistente verkrijgen ook de kandidaten die geslaagd zijn voor de eerste twee examens ter verkrijging van het diploma van vroedvrouw, van verpleger of verpleegster en die met goed gevolg een stage van ten minste 1 400 lestijden hebben volbracht ».

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 3. § 1. Om tot het eerste leerjaar toegelaten te worden, moet de kandidaat volgende bescheiden overleggen :

1. een attest van lichamelijke geschiktheid, afgegeven hetzij door de geneesheer van de bezochte inrichting, hetzij door een geneesheer van de Administratieve Gezondheidsdienst;

2. een getuigschrift van goed zedelijk gedrag, sedert ten minste 3 maanden uitgereikt;

3. een van volgende studiebewijzen :

a) gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs;

b) bewijs waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor het bij hoofdstuk 2 van dit besluit voorgeschreven voorexamen;

c) brevet van kinderverzorgster;

d) diploma van verpleegaspirant;

e) studiebewijs gelijkwaardig verklaard met een van de bewijzen sub a), b), c) of d) overeenkomstig de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften;

f) getuigschrift van het 6e jaar secundair beroepsonderwijs;

g) getuigschrift waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor het voorexamen, voorgeschreven bij hoofdstuk 2 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend.

§ 2. Om toegelaten te worden tot het eindexamen van het le leerjaar voor de bij artikel 18 van dit besluit opgerichte examencommissie van de Franse Gemeenschap moeten de in § 1, 3^o vermelde bewijzen sinds ten minste 1 jaar verkregen zijn.

§ 3. Om toegelaten te worden tot het eindexamen van het 2e jaar moet de kandidaat een stageboekje overleggen waaruit blijkt dat hij met goed gevolg 650 lestijden stage volbracht heeft, mits het volume van de prestaties niet meer bedraagt dan de helft van het totaal aantal lestijden voor de 2 jaren ».

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 4. Om tot het eindexamen van het 2e jaar toegelaten te worden moet de kandidaat een stageboekje overleggen waaruit blijkt dat hij met goed gevolg ten minste 1600 lestijden stage volbracht heeft voor de twee jaren samen ».

Art. 4. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 8. Vooraleer te worden uitgereikt, moeten de brevetten worden geïmprimeerd door de Ministers, bevoegd voor het secundair onderwijs en voor Gezondheid, en nadien geregistreerd worden volgens de regels bepaald door de nationale minister die voor Gezondheid bevoegd is. »

Art. 5. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 22. § 1. De examencommissie bestaat uit :

1^o een voorzitter en een ondervoorzitter die gekozen worden onder de ambtenaren van de Executieve belast met de inspectie van de inrichtingen voor aanvullend secundair beroepsonderwijs inzake verplegingswezen;

2^o leden gekozen onder de leraars in actieve dienst of sinds minder dan vijf jaar op pensioen gesteld, van de inrichtingen voor aanvullend secundair beroepsonderwijs inzake verplegingswezen die door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd worden.

Indien het onmogelijk blijkt, een volledige examencommissie samen te stellen door een beroep te doen op de bovenvermelde leraars, zal het mogelijk zijn een beroep te doen ofwel op leraars van het paramedisch hoger onderwijs van het korte type ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ofwel op leraars met het bekwaamheidsbewijs van gegradueerde verpleger of verpleegster, die fungeren in opties van de groep « sociaal en gezinsdienstbetoon » van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd hoger secundair technisch of beroepsonderwijs;

3^o een secretaris en een adjunct-secretaris gekozen onder de leden van de Algemene Directie van het secundair onderwijs van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

§ 2. De voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris, de adjunct-secretaris en de leden worden jaarlijks benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort ».

Art. 6. Artikel 22bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit d.d. 3 april 1979, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 22bis. § 1. Bij de examens die de examencommissie van de Franse Gemeenschap, ingesteld door artikel 19 van dit besluit, afneemt, gaan het schriftelijk en het praktisch gedeelte van de proef aan het mondeling gedeelte vooraf.

§ 2. Tot het praktisch gedeelte worden enkel toegelaten de examinandi die minstens 50 % van de punten voor het schriftelijk gedeelte kregen, en daarenboven aan de in artikel 3, § 3, of in artikel 4 van dit besluit vastgestelde voorwaarde voldoen.

§ 3. Enkel de examinandi die minstens 60 % van de punten kregen voor het geneel van de punten toegekend voor het schriftelijk gedeelte, de stages en de praktische proef, worden toegelaten tot het mondeling examen.

Art. 7. Artikel 22bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit dd. 13 september 1982, wordt opgeheven.

Art. 8. De bepalingen van dit besluit hebben uitwerking op 1 januari 1993 voor de kandidaten die voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap examen afleggen ter verkrijging van het brevet van verpleegassistent of verpleegassistente.

De bepalingen van dit besluit hebben uitwerking op 1 september 1993 voor de inrichtingen die aanvullend secundair beroepsonderwijs met volledig leerplan verstrekken.

Art. 9. De Minister, bevoegd voor het secundair onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 1 februari 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mevr. M. DE GALAN

F. 93 — 1188

[S-C — 29175]

**1er FEVRIER 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
relatif aux brevets d'enseignement professionnel secondaire complémentaire — section nursing**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 30 avril 1957 portant coordination des lois du 29 juillet 1953 et du 27 juillet 1955 sur l'enseignement technique tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers et fixation des conditions de collation de ce brevet tel qu'il a été modifié et complété par les arrêtés royaux des 25 juillet 1959, 9 juillet 1960, 12 mars 1963, 21 décembre 1965, 3 avril 1979, 17 mai 1979, 16 mai 1980 et 13 septembre 1982;

Vu l'arrêté royal du 9 juillet 1960 portant fixation des conditions de collation du brevet d'infirmier ou d'infirmière et de l'exercice de la profession tel qu'il a été modifié et complété par les arrêtés royaux des 13 août 1962, 3 avril 1979, 16 mai 1980 et 13 septembre 1982;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre sans délai les mesures destinées à permettre la signature des brevets de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire de nursing par le représentant du Ministre communautaire ayant la Santé publique dans ses attributions;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales et du Ministre de l'Education;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 1er février 1993,

Arrête :

Article 1er. Les brevets délivrés à l'issue de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire — section nursing sont libellés conformément aux annexes 1, 2 et 3 du présent arrêté.

Art. 2. Le Jury de la Communauté française visé au chapitre IV de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers et fixation des conditions de collation de ce brevet ainsi qu'au chapitre III de l'arrêté royal du 9 juillet 1960 portant fixation des conditions de collation du brevet d'infirmier ou d'infirmière et de l'exercice de la profession, délivre les titres libellés conformément aux annexes 4, 5 et 6 du présent arrêté, aux candidats ayant satisfait aux épreuves conduisant à l'obtention du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers, du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers, spécialité psychiatrie, du brevet d'infirmier hospitalier ou d'infirmière hospitalière et du brevet d'infirmier ou d'infirmière psychiatrique.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1993.

Art. 4. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1er février 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO